



**Intervention de Bruno Chavanat
Conseiller Municipal Groupe URC
Conseil Municipal du 09/06/08
Question orale sur l'avenir des Universités Rennaises**

A l'heure de l'appel à projet « Opération Campus », du renouvellement des présidents d'université, quelle est la stratégie de Rennes pour soutenir le développement de son Université ?

Le 28 mai dernier, le comité de sélection de « l'opération Campus » s'est réuni pour examiner les 46 dossiers de candidature déposés dans le cadre d'un vaste appel à projet dont l'objectif était :

- de permettre la restructuration en profondeur de campus anciens à forte ambition pédagogique et scientifique
- de créer des campus de formation et de recherche à forte visibilité internationale.

Pour la réalisation de ces objectifs, l'Etat a décidé de consacrer une enveloppe exceptionnelle de 5 milliards d'euros, s'ajoutant aux crédits budgétaire et provenant de la cession de 3% du capital d'EDF.

Le 29 mai, Valérie Pécresse, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, a validé les choix du comité de sélection, qui était composé de 8 personnalités reconnues pour leur compétence et leur indépendance. Parmi les 46 dossiers déposés, 6 ont été retenus et 7 « *encouragés à améliorer leur projet* ».

Pour ce qui concerne Rennes, les deux universités Rennes 1 et Rennes 2 mais aussi l'Agrocampus, l'ENS Cachan et l'INSA était associées aux autres universités bretonnes pour défendre, au sein du Pôle de recherche et d'enseignement supérieur de l'Université Européenne de Bretagne, le projet « UEB C@mpus », **un projet qui a la double particularité d'être particulièrement innovant sur le plan technologique, puisqu'il repose sur une liaison à très haut débit des différents sites et de concerner non pas une seule université mais un réseau avec un potentiel de plusieurs milliers de chercheurs et de près de 67 000 étudiants.**

Le projet ne figure pas parmi les projets retenus. Même si sa qualité et son caractère innovant ont été soulignés, il semble que son caractère relativement atypique, un peu à la marge des critères définis dans l'appel à projet, ait conduit le comité de sélection à retenir par priorité d'autres universités.

Une certaine déception a bien naturellement été ressentie par les porteurs du projet. Mais est-ce le moment de baisser les bras ? Évidemment, non. Au contraire ! Même si nous ne sommes pas dans le premier train et que nous ne serons peut-être pas dans la liste complémentaire de juillet, nous pouvons, saisir cet appel à projet comme un aiguillon.

Et pour ce qui nous concerne, nous ville de Rennes, première collectivité concernée, qui héberge plus de la moitié des chercheurs et des étudiants concernés, c'est l'occasion de prendre conscience du rôle

important que nous avons à jouer pour accompagner notre Université afin qu'elle conserve et qu'elle accroisse son rayonnement.

Il y a au moins quatre raisons qui doivent nous pousser non seulement à agir ponctuellement mais à définir une stratégie ambitieuse de soutien aux universités rennaises et à leur rayonnement.

- **La première**, connue de tous, mais qu'il n'est pas inutile de rappeler, est qu'avec près de 60 000 étudiants et 5000 enseignants chercheurs, certaines équipes de renommée mondiale, l'université (au sens large) est l'une des toutes premières richesses de notre ville. Or le paradoxe est que l'image universitaire de Rennes au cours des trois dernières années n'a pas été conforme à ce que recèle ce formidable potentiel. **Il faut donc redonner à Rennes la fierté de ses campus.**
- **La deuxième raison** est que nous sommes à un moment charnière. Toutes les universités françaises vivent en ce moment une mutation sans précédent. Démocratisation massive de l'enseignement supérieur, départ en retraite de contingents importants d'enseignants chercheurs, passage à l'ère numérique, internationalisation accélérée avec l'apparition de campus d'élite dans les pays émergents. Dans ce contexte, la loi LRU a donné aux universités une plus grande responsabilité de leur gestion, de nouvelles possibilités de nouer des partenariats extérieurs et enfin des exécutifs plus resserrés et plus efficaces. La désignation de nouveaux présidents dans les universités rennaises marque ce tournant. C'est donc le moment de renouveler les partenariats avec les universités.
- **La troisième raison** est que les défis à relever à Rennes sont bien identifiés : créer les conditions de la réussite étudiante en premier cycle, attirer les meilleurs enseignants chercheurs, s'ouvrir à l'international, conforter nos pôles d'excellence, développer les synergies entre les pôles de recherche du grand ouest. Sur tous ces sujets, l'initiative première revient à l'université mais les collectivités sont concernées : qu'il s'agisse des conditions de vie des étudiants, de l'accueil des chercheurs, du développement des campus du futur -en centre ville où à proximité des différents sites d'Atalante- les sujets de coopération sont nombreux.
- **Enfin, la quatrième raison** est que les projets retenus au titre l'appel à projet « Opération campus » ont été résolument soutenus par les collectivités locales. A cet égard, le projet de Montpellier qui est une ville universitaire très comparable à Rennes, est exemplaire.

Pour toutes ces raisons, c'est le moment de poser une question très simple mais qui nous apparaît essentielle : **à l'heure de l'appel à projet « Opération Campus », du renouvellement des présidents d'université, et des défis que doivent relever les campus rennais, quelle est la stratégie de Rennes pour soutenir le développement de son Université ?**